

**SEANCE DU BUREAU DU 25 MARS 2021
DECISION N° 2021-042- DB**

Date d'affichage : 1 avril 2021	Le vingt cinq mars deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix huit mars deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52 En exercice : 52 Quorum : 27	Membres présents en séance :
Présents: 42 Excusé(s) : 6 dont pouvoir(s) : 5 Absent(s) : 4	Présents : (42) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA.
Nombre de votants : 47	Excusé(s) : (6) Anatole MICHEAUD, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Thierry MORISSET, Alain BOISSONNOT, Béatrice BERTRAND
Secrétaire de séance :	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRAND-HOMME, Gérard POLICE à Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT à Christian GALLÉ, Béatrice BERTRAND à Sylvie PRISSET
M. Pierre-Yves DOUET.	Absent(s) : (4) Didier ROUSSEAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD

CIRCUITS DE RANDONNÉES COMMUNAUTAIRES - ENTRETIEN DU BALISAGE - DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAINE-ET-LOIRE - ANNÉE 2021

Le Conseil Communautaire du 14 décembre 2017 a approuvé une liste de circuits communautaires pour lesquels la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire s'est engagée à assurer l'entretien du balisage. Il s'agit de circuits inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) situés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération pour différentes pratiques (pédestre, équestre et VTT) – (Cf annexe).

Le budget prévisionnel des dépenses alloué à l'entretien du balisage des 35 circuits de randonnées déclarés d'intérêt communautaire se décompose comme suit :

Fonctionnement (entretien du balisage) :	Investissement (création ou modification de balisage, poteaux, panneaux, fiches promotion, etc.) :
<ul style="list-style-type: none"> Montant : 17 000 € Communauté d'Agglomération : 60 % Département de Maine-et-Loire : 40 % 	<ul style="list-style-type: none"> Montant : 8 000 € HT Communauté d'Agglomération : 60 % Département de Maine-et-Loire : 40 %

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels des dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président et au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n° 2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu le Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (P.D.I.P.R.),

Vu la délibération n° 2017/319-DC du 14 décembre 2017 définissant les circuits d'intérêt communautaire,

Vu le budget primitif 2021 adopté par le Conseil Communautaire du 17 décembre 2020 prévoyant les crédits nécessaires pour la réalisation de l'entretien du balisage des 35 circuits de randonnées ;

Vu l'avis favorable de la Commission Tourisme en date du 18 mars 2021 ;

Considérant la nécessité d'assurer l'entretien du balisage des 35 circuits de randonnées déclarés d'intérêt communautaire ;

Considérant le plan prévisionnel des dépenses au titre de l'année 2021 ;

Considérant l'exposé ci-dessus, Il est proposé aux membres du Bureau, après en avoir délibéré :

- **DE PRENDRE EN CHARGE** l'entretien du balisage des 35 circuits de randonnées déclarés d'intérêt communautaire ;

- **D'APPROUVER** le plan prévisionnel des dépenses suivant au titre de l'année 2021 :

Fonctionnement (entretien du balisage) :	Investissement (création ou modification de balisage, poteaux, panneaux, fiches promotion, etc.) :
Montant : 17 000 € Communauté d'Agglomération : 60 % Département de Maine-et-Loire : 40 %	Montant : 8 000 € HT Communauté d'Agglomération : 60 % Département de Maine-et-Loire : 40 %

- **DE SOLLICITER** du Département de Maine-et-Loire une subvention d'un montant le plus élevé possible ;

- **DE SOLLICITER** du Département de Maine-et-Loire l'autorisation de commencer ces opérations avant la décision des instances départementales ;

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer tout document et à prendre toutes les mesures nécessaires en exécution des présentes

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 47 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021
Date de réception en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »